

occasion unique de le faire. Au-delà des effets d'opportunités, indépendamment des éventuels rapprochements ou séparations des institutions, je souhaite qu'on bâtit pour les vingt à trente prochaines années l'un des tous premiers campus scientifiques mondiaux. » Parallèlement à la recherche de la gouvernance introuvable pour se partager les milliards, les deux universités se font la cour, tandis que l'ENS-Cachan, Centrale et Supélec renforcent leurs liens, et que ParisTech s'écartèle entre Saclay et Paris.

Deux visions de la recherche française

En filigrane se dessinent deux visions de l'organisation de la recherche française : l'une, territoriale, privilégie le campus géographique gérant des services communs, en espérant que les machines à café et l'immobilier résidentiel seront suffisamment attractifs pour créer l'ambiance innovante de la Silicon Valley ; l'autre, systémique, imagine davantage un comité d'orientation des politiques de recherche, formation et innovation de l'ensemble, sous une

LES CANDIDATS, JALOUX DE LEUR STATUT, DE LEUR EXCELLENCE ET DE LEUR AUTONOMIE, SONT SOMMÉS DE S'ENTENDRE.

enseigne et une signature communes à l'international et dans les publications.

On retrouve ce clivage au sein de ParisTech, le Pres des grandes écoles qui cherche sa place au sein de Paris-Saclay. D'un côté, le modèle centralisateur à budget et conseil d'administration uniques du MIT, évoqué par Marion Guillou, présidente du conseil d'administration de Polytechnique lors de ses vœux de nouvelle année. De l'autre, le modèle lâche et décentralisé de Cambridge, où chacun conserve ses particularismes, défendu deux mois plus tard devant l'Académie des sciences morales et politiques par Bertrand Collomb, président du conseil d'orientation stratégique de ParisTech. « Ce n'est pas facile, admet le général Xavier

Michel, directeur général de l'Ecole polytechnique, mais il y a une vraie volonté de construire un projet qui ait du sens tant pour la formation que pour la recherche et les relations avec les entreprises. Cela ne peut se faire au rythme du scoop. »

Comme dans les années 70, le juge de paix sera sonnante et trébuchante. Or, malgré la rallonge du grand emprunt, les comptes n'y sont pas. La Fondation de coopération scientifique évalue les besoins à 4,4 milliards, le futur Etablissement public Saclay à moitié moins. Les 850 millions d'euros en capital promis par le Plan campus se sont transformés en 400 millions d'investissements. Le privé est censé apporter 896 millions et les établissements déménagés 433 millions (pour l'essentiel, des cessions d'actifs). Quant aux collectivités locales, elles ont prévu de verser 400 millions d'euros sur le double initialement budgété. A côté du grand milliard emprunté, reste donc à trouver encore 1,5 milliard pour atteindre les 4,4 milliards. Sans picotin, le petit âne gris ne traversera pas le périphérique. ■